



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
800 Burrard Street, Room 219
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver, BC V6Z 0B9
Bid Fax: (604) 775-7526

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE
EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
219 - 800 Burrard Street
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver, BC V6Z 0B9

Title - Sujet SERVICES D'ÉVALUATION DES RISQUES S	
Solicitation No. - N° de l'invitation EZ897-191436/B	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client EZ897-191436	Date 2019-06-28
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$VAN-582-8598	
File No. - N° de dossier VAN-9-42022 (582)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-07-08	Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
F.O.B. - F.A.B.	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lee, Hilda	Buyer Id - Id de l'acheteur van582
Telephone No. - N° de téléphone (604) 764-6053 ()	FAX No. - N° de FAX (604) 775-7526
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 004 vise à intégrer les renseignements suivants à l'invitation à soumissionner n° EZ897-191436/B.

1) Questions et réponses

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q1. Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pourrait-il préciser s'il serait acceptable qu'un sous-expert-conseil indépendant soit inscrit comme personnel de relève? Dans l'affirmative, nous ne retiendrions les services que d'une personne, et non pas d'une firme.

R1. Le personnel de relève n'a pas à être employé chez le soumissionnaire. Conformément à la demande de propositions (DP), « [s]i le soumissionnaire propose une personne qu'il n'emploie pas, alors il atteste que cette personne l'a autorisé à offrir ses services pour l'exécution des travaux prévus ».

Q2. Nous avons un client de SPAC qui a demandé à ce que le nom du site soit confidentiel en raison de préoccupations internes. Cette approche de « non-divulgaration du nom du site » correspond-elle à l'approche de notation?

R2. Conformément au formulaire des compétences organisationnelles (révisé) de la DP, le nom du projet n'est pas un critère obligatoire. Cependant, en vertu de la DP, « [s]i les renseignements non obligatoires sont non pertinents, incomplets ou manquent de clarté, les renseignements en question pourraient ne pas être pris en compte dans le cadre de l'évaluation ». Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) considère que le nom du projet est important si le répondant est contacté afin de confirmer les renseignements fournis.

Q3. En ce qui concerne la feuille du personnel clé, pouvons-nous indiquer les projets d'évaluation de l'état au Yukon, ou le type de site, qui ont été réalisés il y a plus de cinq ans? Nous reconnaissons que les projets d'entreprise 1 à 5 (réalisations des soumissionnaires) doivent n'inclure que les projets d'évaluation de l'état qui ont été réalisés au cours des cinq dernières années.

R3. Non. Conformément à la DP, un projet s'entend d'un « engagement d'une portée semblable à celle décrite dans l'énoncé des travaux ». Conformément à la DP, « [c]et engagement peut comprendre des travaux hors de la portée indiquée dans l'énoncé des travaux (p. ex. peut inclure la caractérisation, l'évaluation des risques et l'assainissement), mais seule la partie pertinente peut être présentée en tant que projet ».

Q4. Nous notons que les réserves de Premières Nations n'octroient aucun point dans la section des types de sites, mais nous nous demandons si les projets concernant des terres de réserves gérés par la région du Pacifique de SPAC (et non pas de Services aux Autochtones Canada [SAC]) comptaient? Ces projets, lorsqu'ils sont gérés par SPAC, suivent les mêmes processus demandés dans la DP, en présumant que SPAC ne gère pas les projets se déroulant dans des réserves de Premières Nations de façon différente.

R4. Non. Conformément à la DP, les types de sites sont des sites qui, selon les prévisions de la région du Pacifique de TPSGC, nécessiteront des travaux importants et qui sont donc considérés comme touchant directement à cette exigence. Nous prévoyons que la majorité des travaux à venir seront des aéroports, des sites militaires et des campements d'entretien du réseau routier.

Q5. Si une entreprise se voit accorder un énoncé des travaux, cela l'empêche-t-elle de déposer des soumissions pour d'éventuels contrats d'assainissement?

R5. Non, pourvu que cela ne crée pas de conflit d'intérêts (réel ou perçu).

Q6. Pouvons-nous nous retirer de projets ou d'autorisations de tâches s'il y a d'éventuelles possibilités d'assainissement?

R6. Non, TPSGC décide sur quels projets un expert-conseil travaille.

Q7. À la page 30 : Pouvons-nous proposer un expert-conseil qui est un professionnel qui a plus de 20 ans d'expérience au lieu de retenir les services d'un professionnel agréé expert en sites contaminés (PAESC)?

R7. Non, en raison de la nature des travaux potentiels, nous demandons que vous retenions les services d'un PAESC.

Q8. Si la source d'expertise doit être un PAESC, ou une organisation provinciale ou britanno-colombienne, pourriez-vous envisager de diviser la partie relative au Yukon et de lancer un nouvel appel d'offres de manière distincte? Sinon, si la source d'expertise doit être un PAESC, ou une organisation provinciale ou britanno-colombienne, pourriez-vous envisager de supprimer l'exigence relative au PAESC de la partie relative au Yukon?

R8. Non, nous ne séparerons pas la Colombie-Britannique du Yukon. Non, notre expérience est que le Yukon a demandé des rapports d'examen environnementaux d'un PAESC de la Colombie-Britannique; par conséquent, il est dans notre intérêt d'avoir un PAESC dans notre équipe d'experts-conseils.

Q9. La page 51 présente un tableau indiquant le nombre maximal de personnel requis. Y a-t-il un nombre minimal de personnel clé qui doit être présenté?

R9. Il n'y a aucun nombre minimal de personnel clé. Cependant, une note de « 0 » sera accordée aux postes clés qui ne sont pas pourvus.

Q 10. Conformément à la section sur les réalisations du personnel clé dans le cadre de projet à la page 51, il est demandé que des exemples de projets antérieurs sont fournis. Veuillez

confirmer si ces huit projets doivent être tous différents, ou si un projet peut être utilisé dans plus d'une catégorie s'il satisfait aux exigences. Par exemple, si un personnel clé a complété un projet au Yukon dans un aéroport, le projet peut-il être présenté dans deux sections différentes?

- R10. Oui. Conformément à la DP, « [i]l est possible de réutiliser un projet pour deux critères différents, mais pas dans un même critère ».

Toutes les autres modalités demeurent inchangées.